

Quelques messages des entreprises pour 2019

ANALYSE



Carlo Thelen
Chambre de commerce

ans un environnement économique et social incertain, le Luxembourg semble toujours tirer son épingle du jeu. En témoignent une croissance du PIB (certes revue à la baisse) de l'ordre de 3% attendue pour 2018 et 2019 et une progression toujours soutenue des recettes publiques. L'impôt des sociétés a été particulièrement dynamique en 2017, avec une progression du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités de 24% par rapport à 2016. La vingt-sixième édition de l'enquête Eurochambres délire également, à première vue, un message réconfortant puisque 70% des entreprises participantes estiment que le climat économique restera largement inchangé en 2019. Une entreprise de service sur cinq et une entreprise industrielle sur sept anticipent même une amélioration. Se pose cependant avec acuité la question de la pérennité de cette croissance, essentielle pour le bien-être des «stakehol-

ders» (les résidents et les frontaliers) mais également pour l'équilibre, à terme, de nos régimes sociaux. Or, à l'occasion de l'enquête Eurochambres, les entreprises ont pointé trois défis qui pourraient hypothéquer toute croissance durable. Il s'agit de la hausse des prix des énergies et des matières premières – qui pénalise directement nos entreprises à travers leurs inputs de production et indirectement via le mécanisme d'indexation des salaires – , de cet «usual suspect» que constitue un coût du travail obéré par

le découplage flagrant entre les salaires et la productivité et du manque de main-d'œuvre qualifiée, problème qui s'aggrave au fil du temps. Comment asseoir une croissance durable dans un tel contexte? L'accord de gouvernement renferme diverses pistes intéressantes, mais il gagnerait à être plus ambitieux à plusieurs égards. Un premier axe est une attractivité renforcée du Luxembourg, qui ne peut être obtenue qu'en attirant les talents, en soutenant les startups et en rétablissant la compétitivité de nos entreprises

en termes de coûts, de fiscalité et de flexibilité du temps de travail. Le deuxième axe est une éducation et une formation qui soient à même de résorber le déficit de main-d'œuvre qualifiée dans le cadre d'une véritable offensive générale des compétences à l'ère du numérique. La simplification administrative et la modernisation des législations relatives à l'entrepreneuriat constituent le troisième axe. Quatrième priorité: la lutte résolue contre les goulets d'étranglement en matière de transport et de logement, obstacles à la croissance et à une transition écologique robuste. Enfin, le maintien impératif de la notation AAA passe par des finances publiques saines et par la pérennisation à long terme de notre modèle de protection sociale. Ce n'est qu'en jouant simultanément sur ces cinq registres en 2019 que le Luxembourg pourra continuer à assurer durablement un niveau de vie élevé.